

## Surveillance, numérisation et traçage permanent



[Source : h16free.com]

Les Français, bien que têtus, devront bien se résoudre à comprendre une chose : non et non, il n'y aura pas de retour au « monde d'avant ». Entre deux zozotements, le président Emmanuel a été formel : même s'il ne donne pas très envie, le monde d'après est inévitable et il sera composé de quelques taxes (évidemment !) et, surtout, de pas mal de vexations à base de surveillance orwellienne, de numérisation idiote et de traçage permanent.

Et il faudrait être un grand naïf pour croire que la surveillance, par exemple, n'est pas déjà amplement en place, que ses évolutions futures ne viseront pas autre chose qu'à son extension toujours plus loin, plus profond dans notre environnement quotidien, et qu'elle sera utilisée à peu près exclusivement contre le citoyen, au prétexte aussi évident que mensonger d'assurer sa sécurité.

Ainsi, sans même évoquer l'épisode rigotrolilol du « traçage-covid » qui consistait à tenter de pister les Français pour savoir s'ils étaient contaminés ou non par le virus du moment et qui se mue en pistage par QRCode, le traçage du citoyen par les autorités se met officiellement en place comme on le soupçonnait déjà il y a quelques mois lorsque l'utilisation des réseaux sociaux était évoquée par les sbires de Bercy afin de traquer les fraudeurs fiscaux au travers de leurs publications Facebook, Twitter ou Instagram.

La chose se confirme donc petit-à-petit : dans l'esprit embrumé de nos technocrates fiscaux, il semble évident que les photos et autres vidéos parues sur les réseaux sociaux permettront de débusquer les petits malins dont le train de vie ne correspond pas aux déclarations fiscales.

La pertinence de la démarche méritera d'être mesurée à l'aune des performances habituelles de Bercy, jusqu'à présent compactement infoutu de découvrir du fraudeur fiscal chez certains banlieusards au RSA qui roulent en berlines allemandes et autres lascars amusants de certains quartiers émotifs dont le train de vie ne correspond qu'assez peu à l'absence compacte de déclaration sur les 10 derniers exercices fiscaux.

Gageons qu'encore une fois, il sera aisé pour le complexe fiscalobureaucratique de choper du père de famille blanc cis solvable de plus de 40 ans à base de « photo twitter de vos vacances en Grèce » et que tous les autres commerçants plus ou moins respectables de cités effervescentes pourront continuer leurs « stories Instagram » à bande son bondissante sans voir la couleur d'un rond-de-cuir de Bercy.

Liberté surveillée, égalité variable, fraternité dans un sens, plus qu'une devise, un modus operandi.

Pendant ce temps, le gouvernement et les médias continuent la préparation de l'opinion à un traçage permanent des petits citoyens pâte-à-modeler : l'épidémie ayant été un prétexte idéal à assigner tout le monde en résidence, puis à distribuer des sanctions et des fermetures administratives arbitrairement, le peuple est à présent docilement mûr pour le marquage.

Ce ne sera pas aux fers rouges, on n'est pas des barbares, n'est-ce pas. On utilisera la numérotation électronique ou un de ses avatars modernes : vous sera bientôt remis un petit passeport, bien sûr obligatoire, électronique et vanté comme infalsifiable, pour prouver que vous avez bien reçu votre vaccin et que vous avez bien suivi les ordres du gouvernement, puis, inévitablement une fois que la dictature sanitaire prendra des tours plus généraux, que vous vous conformez bien aux règles comportementales écologiques, sociales, de partage, d'inclusivité et d'intersectionnalité officielles.

Bien évidemment, annoncer brutalement une telle opération engendrerait des hauts cris chez les quelques citoyens encore vaguement éveillés conscients de la dérive catastrophique à laquelle tout ceci se résume. Alors, pour le moment, on présente ce passeport à la fois comme inévitable (avec un argument circulaire typique « les autres pays vont tous les mettre en place, nous ne pourrons donc y couper ») et essentiellement limité à des raisons touristiques. Magique.

Enfin, et pour parfaire un tableau décidément festif, notons les efforts acharnés par la majorité gouvernementale pour tripoter par tous les moyens possibles les modalités des prochains scrutins.

Outre le récent report des élections régionales en juin qui montre bien la nervosité du pouvoir actuel devant une opinion publique de plus en plus remontée contre ses errements de tous ordres, il est difficile de passer sous silence le projet, par la même brochette de margoulines, de mettre en place le vote électronique, qui est à la fraude électorale ce que la mise à sac de Constantinople est au vol à l'étalage.

Ce n'est bien évidemment pas encore présenté ainsi, le peuple-pâte-à-modeler n'est pas encore prêt. On se contentera d'appeler ça « vote par anticipation », de le cantonner à certains cas spécifiques, et de tenter le tout pour le tout au sénat : moyennant le truchement de « machines à voter », on va pouvoir proposer à des gogos citoyens de voter plusieurs semaines avant le jour J des présidentielles, au prétexte que cela aidera à lutter contre

l'abstention record.

On utilise ainsi un procédé purement technique (une machine à voter) en feignant de croire qu'il résoudra un problème structurel et politique, l'absence de traitement des sujets importants (le régalién, la dette colossale, la fiscalité, l'administration et la bureaucratie devenus folles en France, notamment et pas seulement). Bien évidemment, le vote électronique est de surcroît une hérésie tant il est manipulable, nonobstant les promesses de maquignon des politiciens à son sujet.

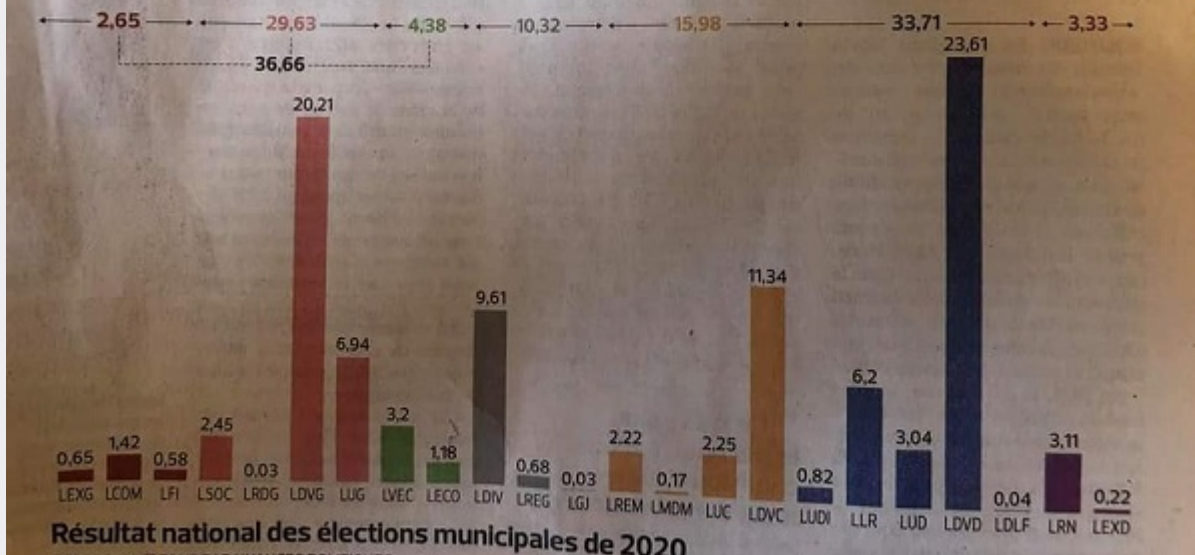
On se souviendra en outre du fiasco lamentable de tout projet informatique mené par l'État jusqu'à présent, y compris dans le domaine électoral, on rapprochera aussi cette tentative de la précédente, heureusement rejetée il y a quelques semaines à peine, d'introduire le vote par correspondance, tous autant de moyens connus pour faciliter grandement la fraude électorale, pour comprendre que l'actuel pouvoir en place fait absolument tout pour continuer ses projets néfastes quitte à truander les citoyens par tous les moyens possibles.

Il n'y a aucun doute à avoir : on avance à grand pas vers la pire des sociétés où l'individu est constamment épié, surveillé, tracé, où ses opinions, mouvements, comportements sont jaugés et évalués pour mieux les sanctionner.

Par un jeu médiatique sordide, cette société dystopique catastrophique est présentée à la fois comme désirable et désirée par une majorité alors que seule une petite minorité bruyante (dans ces médias) semble effectivement en vouloir.

# Municipales: ces résultats que l'exécutif peine à dévoiler

Gérald Darmanin a transmis les totalisations des scores au niveau de l'Hexagone au député LR Olivier Marleix qui en avait fait la demande.



Il suffit pour s'en convaincre d'éplucher les résultats des dernières élections municipales pour comprendre à quel point l'actuelle majorité présidentielle ne représente plus qu'une poignée de parasites épuisants (à 2,22%, LREM est à peine plus pertinente dans le paysage politique que Lutte Ouvrière, même l'épave socialiste parvient à faire mieux).

Ce sont pourtant eux, qu'on voit, qu'on lit et qu'on entend beaucoup, beaucoup trop souvent dans tous les médias qui essaient de nous piloter vers l'abattoir orwellien, alors qu'une majorité, trop silencieuse, s'y oppose, dans un paradoxe d'ailleurs fort bien décrit dans un récent article de Contrepoints : on ne peut que souhaiter sinon un réveil des consciences (beaucoup de Français sont maintenant bien au courant qu'on est en train de la leur faire à l'envers) mais au moins une expression de plus en plus claire de rejet.

La pression sociale ne peut pas marcher que dans un sens, de la minorité égalitariste et ultra-sécuritariste contre la majorité qui tient à sa liberté et à une sécurité raisonnable, régaliennne et non sanitaire. La dérive est évidente, les dangers clairs et visibles, les limites largement dépassées. Tout ceci ne peut pas bien se terminer.

Français, tenez vous prêts.